

Reportage

Prison de Condé-sur-Sarthe : le quartier de lutte contre la criminalité organisée, un brillant vernis qui occulte l'état des prisons françaises

Libération, par Léonard Cassette, le 16 février 2026

«Libération» a visité le quartier de lutte contre la criminalité organisée de la prison ornaise, ouvert en octobre, vitrine de la politique sécuritaire menée par le garde des Sceaux. Quatre autres QLCO doivent voir le jour dans les prochains mois.

Quatre miradors, des brouilleurs, des câbles anti drones tendus au-dessus d'une triple enceinte aux murs *«plus hauts que la fenêtre de la cellule la plus haute»*. Le centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe (Orne) était déjà connu pour être l'un des plus hermétiques de France. Depuis son ouverture en 2013, Mohamed Amra, Salah Abdeslam, Michaël Chiolo ou Youssef Fofana ont été incarcérés. Symbole parmi d'autres du durcissement de la répression contre le crime organisé, la prison a accueilli en octobre un quartier flambant neuf dédié aux détenus relevant de cette politique pénale (QLCO). Il se veut encore plus sécurisé, pour empêcher les personnes incarcérées de poursuivre leurs activités criminelles en détention.

C'est le deuxième quartier du genre, après celui de Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais). Le ministre de la Justice en prévoit quatre autres, toujours sur la base du régime de détention antimafia italien «carcere duro». *Libé* a pu se rendre sur place vendredi 23 janvier en compagnie du sénateur Place publique du Maine-et-Loire, Grégory Blanc.

Trente-sept détenus y occupent les quarante places actuellement disponibles. Ils ont été écroués en plusieurs vagues, sur des décisions administratives aux contours jugés flous par les détracteurs de ce dispositif, et pour une durée d'un an renouvelable. *«On a l'ambition que Condé accueille 100 détenus [QLCO] à terme, mais on n'a pas encore de date»*, explique Vincent Vernet, le directeur. Condé, vitrine de la politique sécuritaire de Gérard Darmanin dans les prisons, est complètement *«étanche»*. Pour y pénétrer, il faut d'abord franchir un portail à onde millimétrique. Familles de détenus comme avocats, tout le monde y passe en chaussettes. Sur le côté, un écran alerte de tout objet ou surcouche de vêtement anormale. Comme nous, la direction a l'obligation de laisser son téléphone portable à l'entrée de la zone de détention.

Derrière plusieurs lourdes portes et autant de grilles dont les ouvertures se font à distance, s'étend un long couloir aseptisé. Un peu de peinture orange sur les murs et une enfilade de cellules. C'est l'une des quatre coursives du QLCO. Trois surveillants pénitentiaires cagoulés s'avancent vers un œillette. Ici, ils s'appellent «collègue» pour préserver leur anonymat vis-à-vis des détenus et de leurs familles. Manière d'échapper aux éventuelles menaces à l'extérieur. Ils travaillent toujours au moins en binôme et tournent tous les deux mois. *«Le danger n'est pas l'évasion mais le risque corruptif»*, traduit Vincent Vernet.

Une majorité de prévenus

«Monsieur, vous pouvez vous rapprocher ?» Une imposante carrure apparaît dans l'encadrement de la porte de la cellule. Un ballet bien rodé se met en place : taulard face au mur, bras et jambes écartés. Surveillants qui s'appliquent à le palper. L'homme est en détention provisoire, comme 80 % des détenus du QLCO, précise le directeur de la prison. En l'occurrence, il est soupçonné d'avoir joué un rôle dans l'évasion de Mohamed Amra. Ses voisins sont là pour des affaires de stuprs, vol en bande organisée, trafic d'armes... Les peines encourues ou prononcées se comptent en dizaines d'années.

Interrogé par le sénateur sur ses conditions de détention, le trentenaire met rapidement en avant *«le problème»* de l'hygiaphone. Cette épaisse vitre qui sépare les prisonniers de leurs proches lors des parloirs : *«C'est l'enfer, ça fait mal à la famille»*, dit-il. L'homme reçoit dans sa cellule, qu'il occupe seul, comme tout le monde à Condé et contrairement à la très grande majorité des autres prisonniers en France. Elle est équipée d'une douche et de WC. Un filet de lumière s'imisce à travers la triple couche de caillebotis qui barre la fenêtre et qui empêche d'y faire transiter le moindre objet. Dans un coin, une télé à la coque en plastique transparente – rien ne doit pouvoir y être dissimulé – est branchée sur LCI. Dans un autre, *l'Empire*, livre enquête sur le business du rap et ses liens avec la criminalité, attend d'être entamé.

Un autre détenu évoque sa toute récente arrivée comme *«une catastrophe»* : *«Quand on vous met ici, vous ne savez pas pourquoi et vous ne savez pas quand vous allez sortir»*. *«Avant j'avais trois parloirs par semaine avec des UVF [unités de vie familiale, ndlr]. Je ne veux pas que ma fille me voie derrière une vitre et avec des gens en cagoule»*, continue notre interlocuteur. Son discours fait tendre l'oreille à Grégory Blanc. L'accueil des familles, *«c'est quand même une cause de fragilisation du détenu et de sa réinsertion»*, avait-il formulé quelques minutes plus tôt.

Au QLCO, la vie des incarcérés s'organise par groupe de cinq, inamovibles et déterminés par l'administration centrale. L'arrangement permet d'anticiper tout référé contre un isolement prolongé jugé indigne, tandis que l'Observatoire

international des prisons dénonce un «régime d'isolement quasi-total et intrinsèquement attentatoire aux droits fondamentaux des personnes détenues».

Les détenus ont accès au téléphone deux fois deux heures par semaine, sur écoute. Pour la promenade, c'est dans une cour habillée de béton, deux fois une heure par jour. Un détenu témoigne à ce propos de précieuses minutes perdues lors des palpations. Elles sont systématiques, avant et après chaque sortie de cellule.

Tout est fait pour limiter au maximum les interactions à l'extérieur du quartier de haute sécurité. Une salle de visioconférence permet d'éviter les extractions judiciaires au tribunal. Dans une autre, équipée d'un grand tableau Velléda blanc, les détenus peuvent suivre depuis janvier une heure de cours par semaine. Une troisième sert aux consultations de médecine générale.

«Une communication d'apparence»

«Ici, c'est carré de chez carré. Il faut aimer l'aspect sécuritaire "plus plus"», affirme un surveillant. *«On a un confort de travail»*, dit-il en expliquant avoir déjà dû gérer seul *«100 détenus»* dans son précédent établissement. Rien à voir avec Condé, qui ne connaît même pas la surpopulation carcérale. Selon les derniers chiffres du ministère, 86 229 personnes étaient détenues au 1er décembre 2025 dans les prisons françaises, pour 63 613 places. Un taux d'occupation globale de 135 %.

Malgré ces précautions sécuritaires, au moins deux incidents ont eu lieu dans le QLCO en janvier. Des détenus ont provoqué une brève inondation pour réclamer l'amélioration de leurs conditions de détention. Une action similaire avait eu lieu quelques mois plus tôt à Vendin. Et un détenu a déposé plainte, notamment pour violences, après une fouille à nu. Il était alors convoqué en commission de discipline. Selon son avocat, l'homme a eu une clavicule fêlée et une dizaine de jours d'ITT. Contacté, le parquet d'Alençon indique ne pas communiquer à ce sujet *«pour le moment»*. D'après le directeur de la prison, un médecin a déterminé que la blessure était antérieure à l'action des surveillants. Les faits font aujourd'hui l'objet d'une enquête.

En avril, le garde des Sceaux avait promis «3 000 places» supplémentaires «constructibles en dix-huit mois» pour tenter de vaincre cette surpopulation. Des prisons *«modulaires»* avec lesquelles Gérard Darmanin veut poursuivre une politique carcérale centrée sur la détention, malgré les critiques. Et malgré la dérive du plan 15 000 places de prison, lancé en 2017 : selon un audit flash mené par la Cour des comptes en décembre, le coût de ce plan a augmenté de 46 % par rapport aux prévisions initiales du ministère. Il est passé de 3,9 milliards en 2019, à 5,7 milliards d'euros en juin 2025.

A la sortie de la prison, Grégory Blanc est aussi sceptique qu'en rentrant. *«Cette visite renforce ma conviction qu'on a aujourd'hui une communication d'apparence, qui ne permet pas, en étant centré sur le tout-sécuritaire, de rentrer sur le vrai problème de l'organisation pénitentiaire»*, expose le sénateur. Au-delà des questions liées aux conditions de vie dans les prisons, il s'intéresse à la détention sous le prisme budgétaire et met notamment en avant la nécessité de *«développer les peines alternatives, pour diminuer le coût des récidives»*. Une étude de l'Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle estime ce coût annuel à 1,4 milliard d'euros. *«Avec un milliard, on pourrait en faire des choses»*, lance le sénateur, qui va poursuivre ses visites. Et d'évoquer, par exemple, le recrutement de surveillants pénitentiaire dont on sait qu'il en manque environ 4 000 actuellement.